

DECISION TACITE DE REJET

D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE COMPRENANT OU NON DES DEMOLITIONS DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

PAR:

EARL LA MUETTE Représentée par TRIPOTEAU Maxime LA MUETTE

85390 BAZOGES-EN-PAREDS

ADRESSE DES TRAVAUX:

6 LES GOURAUDERIES 85390 BAZOGES-EN-PAREDS cadastré YH60, YH44

(sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)

DOSSIER N° PC 85014 25 00002

Dossier déposé incomplet le 12 mai 2025

OBJET DE LA DEMANDE:

Construction d'un hangar agricole destiné en partie au stationnement des véhicules de l'exploitation, et d'un second bâtiment assurant une jonction entre l'habitation et le hangar.

Monsieur,

Vous avez déposé le 12/05/2025 à la mairie de BAZOGES-EN-PAREDS, une demande de permis de construire comprenant ou non des démolitions.

Par lettre du 12/06/2025, je vous ai demandé de bien vouloir compléter votre dossier. Je vous rappelle que vous disposiez d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception de cette première lettre transmise par courrier électronique (GNAU) le 12/06/2025, pour nous faire parvenir l'intégralité des pièces et informations manquantes. En effet, dans le cas contraire, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet et votre demande fait l'objet d'une <u>décision tacite de rejet</u> (article R423-39 du code de l'urbanisme).

L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie de BAZOGES-EN-PAREDS dans le délai de 3 mois, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet. Votre demande fait donc l'objet d'une décision de **rejet**.

Vous pouvez redéposer une nouvelle demande si vous souhaitez réaliser votre projet.

Fait à BAZOGES-EN-PAREDS

Le Maire, Christine LELOT

A 2025-05-PC

119

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du CGCT.

Transmis au contrôle de légalité le : 14 1/15/25 john Maire le 14/10/25 Notification au pétitionnaire le : 14/10/25

Signature du pétitionnaire

□ Transmis par courrier recommandé avec AR

Transmis par le guichet numérique (GNAU)

INFORMATIONS ET RECOMMANDATIONS D'ORDRE GENERAL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé au maire.